

SOUS-PREFECTURE D'APT

ENVIRONNEMENT
F.B

ARRETE

N° 05 du 5 février 2009

Portant mise en demeure à l'encontre de
la société GALVA MED à CAVAILLON

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

- VU le code de l'environnement, notamment le Livre V - Titre 1er ;
- VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 août 1986 autorisant la société FOURNIER à exploiter son site industriel sur le territoire de la commune de CAVAILLON ;
- VU le récépissé de changement d'exploitant du 20 septembre 1991 (reprise d'activité par la société GALVA MED) ;
- VU le rapport de l'inspecteur des installations classées n° D/GS84/200804571 en date du 5 décembre 2008 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° SI 2008-10-03-0050-PREF du 3 octobre 2008, portant délégation de signature à M. Jean-Charles GERAY, Sous-Préfet d'APT ;

CONSIDÉRANT que la société GALVA MED est autorisée à exploiter un atelier de chaudronnerie avec application de peinture et un atelier de galvanisation par arrêté préfectoral du 13 août 1986 susvisé sur son site industriel de CAVAILLON ;

CONSIDÉRANT que la société GALVA MED a cessé toute activité sur ce site industriel en 1993 ;

CONSIDÉRANT que la société GALVA MED a informé Monsieur le Préfet de Vaucluse de cette cessation d'activité en novembre 2008 ;

CONSIDÉRANT que les documents annexé à l'information de la société GALVA MED ne répondent pas aux dispositions des articles R512-74 et suivants du Code de l'Environnement (absence de mémoire complet sur les mesures prises pour protéger les intérêts mentionnés à l'article L511-1) ;

CONSIDÉRANT que cette situation est de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511 -1 du code de l'environnement, et notamment à la protection de l'environnement et à la sécurité ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de mettre fin à cette situation ;

SUR proposition de Monsieur le Sous-préfet d' APT ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

La société GALVA MED est mise en demeure, dans un délai maximal de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, de transmettre à Monsieur le Préfet de Vaucluse un mémoire complet sur les mesures prises pour protéger les intérêts mentionnés à l'article L511-1, dans le cadre de la cessation d'activité de son ancien site situé à CAVAILLON, quartier des Hautes Arcoules.

ARTICLE 2 :

Faute pour la société GALVA MED, de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales encourues, des sanctions prévues par l'article L. 514.1 du Code de l' Environnement.

ARTICLE 3 :

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Nîmes dans les conditions prévues à l'article L 514-6 du Code de l' Environnement. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Vaucluse, le Sous-Préfet d'APT, le Maire de CAVAILLON, l'Inspecteur des installations classées, le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, le Directeur Départemental de l'Équipement, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental des Services d'Incendie de Secours, le Commissaire de Police de CAVAILLON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception.

Copie certifiée conforme
Le Secrétaire Général


Guy QUENNESSON



APT, le 5 février 2009

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet,


Jean-Charles GERAY